



## JURISPRUDENCE DE LA CEDH ET DE LA CJUE EN MATIÈRE PÉNITENTIAIRE

*Cette compilation rassemble les principaux arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme et de la Cour de justice de l'Union européenne en matière pénitentiaire. En rendant compte de l'évolution de la jurisprudence européenne dans ce domaine, et en identifiant les éventuels angles morts, elle vise à informer le travail des chercheurs et praticiens du droit, et à élaborer de nouvelles stratégies contentieuses.*

### RÉSUMÉ DES AFFAIRES AVRIL-JUIN 2023

#### COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

##### **E. D. L.** ■ [Affaire C-699/21](#)

L'exécution d'un mandat d'arrêt européen (MAE) doit être suspendue s'il existe des raisons sérieuses de penser que la remise de la personne recherchée risque de porter atteinte à sa santé. L'autorité judiciaire d'exécution doit alors demander à l'autorité judiciaire d'émission la fourniture d'informations sur les conditions de détention de la personne recherchée et les modalités d'exercice des poursuites pénales à l'origine du MAE. Dans des circonstances exceptionnelles, si, au regard des informations fournies, ce risque ne peut être écarté dans un délai raisonnable, l'autorité judiciaire d'exécution doit refuser d'exécuter le MAE.

##### **O.G.** ■ [Affaire C-700/21](#)

La faculté de l'État membre d'exécution de refuser d'exécuter un mandat d'arrêt européen (MAE), émis aux fins de l'exécution d'une peine privative de liberté, lorsque la personne recherchée réside sur son territoire, et lorsque cet État s'engage à exécuter cette peine conformément à son droit interne, s'applique aux ressortissants de pays tiers. Ce motif de non-exécution facultative a été introduit afin d'accroître les chances de réinsertion sociale de la personne condamnée, en lui permettant d'entretenir des liens réguliers avec sa famille et ses proches.

#### COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

##### **HALLAÇOĞLU ET AUTRES c. TÜRKİYE** ■ [Requêtes n° 6239/19 et 2 autres](#)

Chargement de la correspondance de détenus sur un serveur national, en vertu d'une réglementation interne non publiée à laquelle les personnes détenues n'ont pas accès : **violation de l'article 8.**

##### **MASLÁK c. SLOVAQUIE (n° 3)** ■ [Requête n° 35673/18](#)

Saisie par l'administration pénitentiaire d'une lettre d'une personne détenue adressée à une autre personne détenue : **violation de l'article 8.**

##### **S.P. ET AUTRES c. RUSSIE** ■ [Requêtes n° 36463/11 et 10 autres](#)

Ségrégation, humiliation et maltraitance infligées à des personnes détenues par des codétenus du fait du statut inférieur des intéressés dans une hiérarchie carcérale informelle tolérée par le personnel pénitentiaire, et absence d'action systémique de la part de l'État : **violation de l'article 3.**

**HORION c. BELGIQUE** ■ [Requête n° 37928/20](#)

Impossibilité pour un détenu condamné à perpétuité d'être admis dans une unité de psychiatrie légale (comme étape intermédiaire avant une éventuelle mise en liberté), alors que sa détention en prison n'est plus indiquée par les experts psychiatriques et les juridictions nationales ; peine d'emprisonnement à vie incompressible *de facto* : **violation de l'article 3.**

**ÇAYLI ET SERLİ c. TÜRKİYE** ■ [Requêtes n° 49535/18 et 10419/20](#)

Surveillance et interception par l'administration pénitentiaire de la correspondance de personnes détenues avec leurs avocats : **violation de l'article 8.**

**BOJAR c. POLOGNE** ■ [Requête n° 11148/18](#)

Fouilles à nu d'un détenu non justifiées ; impossibilité d'introduire un recours contentieux du fait de l'absence de décision formelle de l'administration pénitentiaire sur un recours administratif formé contre ces fouilles et du fait de l'absence de registre des fouilles : **violation de l'article 8.**

**PONOMARENKO c. UKRAINE** ■ [Requête n° 51456/17](#)

Absence de soins médicaux adéquats ayant entraîné le décès d'une personne séropositive en détention provisoire : **violation de l'article 2.** Absence de soins adéquats au regard du grave handicap de la personne détenue ; menottage sur un lit d'hôpital ; souffrances mentales endurées par la mère du requérant en raison des mauvais traitements subis : **violation de l'article 3.** Prolongation de la détention provisoire du requérant malgré la détérioration de son état de santé : **violation de l'article 5 § 3.**

**DEMİRTAŞ ET YÜKSEKDAĞ ŞENOĞLU c. TÜRKİYE** ■ [Requêtes n° 10207/21 et 1020921](#)

Absence d'assistance juridique effective pour contester la détention provisoire des requérants en raison de la surveillance par les autorités pénitentiaires de leurs entretiens avec leurs avocats ; pas de garanties adéquates et suffisantes contre les abus faute de règles spécifiques et détaillées : **violation de l'article 5 § 4.**

**NISTOR-MARTIN ET AUTRES c. ROUMANIE** ■ [Requêtes n° 29908/20 et 3 autres](#)

Refus des autorités pénitentiaires, sans justification appropriée, d'accorder une autorisation de sortie à une personne détenue afin d'assister aux funérailles d'un proche parent : **violation de l'article 8.**

**NESHCHERET c. UKRAINE** ■ [Requête n° 41395/19](#)

Conditions de détention inadéquates d'enfant détenu avec sa mère dans un centre de détention provisoire et absence de soins médicaux adéquats : **violation de l'article 3.** Absence de recours effectif : **violation de l'article 13.**

**TEKİN c. TÜRKİYE** ■ [Requête n° 28249/20](#)

Placement en cellule disciplinaire d'un prisonnier accusé d'avoir mené des activités de propagande en faveur d'une organisation criminelle, sur la base d'une pétition adressée au ministère de la Justice pour protester contre le régime de détention imposé au leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) : **violation de l'article 10.**

**BIJAN BALAHAN c. SUÈDE** ■ [Requête n° 9839/22](#)

Absence de preuve d'un risque réel de condamnation à la réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle ou assortie d'une période de sûreté de 61 ans si le requérant était extradé vers les États-Unis et condamné dans ce pays : **non-violation de l'article 3.**

---

**LIRE PLUS SUR NOTRE SITE WEB >>**

---

---

*Cette compilation est financée par l'Union européenne et le Fonds Robert Carr. Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne, de la Commission européenne ou du Fonds Robert Carr. Ni l'Union européenne, ni la Commission européenne, ni le Fonds Robert Carr ne peuvent en être tenus responsables.*

